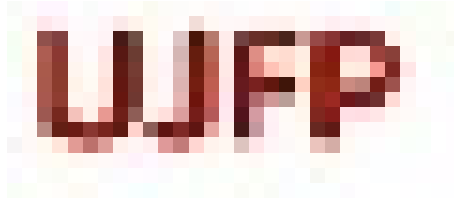
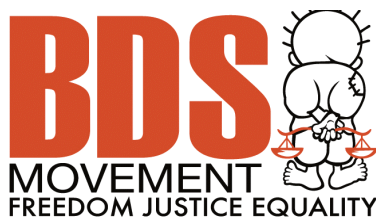


<http://www.ujfp.org/spip.php?article4564>



Communiqué du BNC sur "l'étiquetage" des produits israéliens

- BDS - Communiqués du BNC -



Date de mise en ligne : mardi 1er décembre 2015

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Mercredi, 09 Septembre 2015

L'étiquetage UE des produits des colonies n'est pas tout à fait suffisant pour mettre l'Europe en conformité avec la législation internationale

Palestine occupée, le 7 septembre 2015

Le Comité National palestinien de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BNC), coalition la plus large de la société palestinienne qui conduit le mouvement BDS, a considéré l'avancée de l'Union Européenne vers l'étiquetage des produits des colonies israéliennes annoncé dans une récente conférence de presse, comme insuffisante pour remplir les obligations des Etats européens envers les lois internationales.

Le point de presse par le chef de la politique étrangère de l'UE Federica Mogherini a suivi la réunion à Luxembourg des ministres des affaires étrangères des 28 Etats membres de l'UE. Le consensus croissant à propos de l'étiquetage des produits des colonies israéliennes a reflété la pression publique grandissante en Europe sur les décideurs politiques pour mettre fin à la profonde complicité européenne dans les violations par Israël de la législation internationale et des droits fondamentaux des Palestiniens.

Le Dr. Rafeef Ziadah, membre du Secrétariat du BNC, a expliqué : "Si l'UE est sérieuse en appliquant sa propre politique de non-reconnaissance de la souveraineté d'Israël sur les territoires arabes occupés en 1967, pourquoi n'applique-t-elle pas un interdit sur l'importation des produits des sociétés israéliennes qui travaillent illégalement dans les territoires occupés ? Simplement étiqueter, plutôt qu'interdire, les produits des colonies illégales témoigne d'hypocrisie politique par excellence."

Ziadah a ajouté : "La pression du mouvement BDS doit se poursuivre auprès de la population européenne pour obliger les décideurs à satisfaire amplement les obligations des Etats européens envers la législation internationale."

"Ils doivent au minimum imposer un embargo à double sens à Israël, comme cela avait été fait contre l'apartheid sud-africain, et rendre effective la recommandation du Conseil Européen des Relations Etrangères d'arrêter toutes les transactions financières avec les banques israéliennes qui financent l'occupation israélienne, dont le mur et les colonies."

Mahmoud Nawajaa, Coordinateur Général du BNC, a expliqué : "Un an après le massacre de Gaza en 2014 par Israël, le moins que l'UE devrait faire, c'est de ne pas récompenser et maintenir les relations avec des entités qui profitent des graves violations des lois internationales par Israël. Faillir à ce devoir consisterait à tourner en dérision l'engagement déclaré de l'UE envers les droits de l'Homme. Cela renforcerait aussi l'impunité d'Israël, l'encourageant en réalité à commettre de nouveaux massacres contre le peuple palestinien."

Riya Hassan, Responsable des Campagnes Européennes du BNC, a conclu : "L'UE est juridiquement obligée, en accord avec sa charte et ses principes, de cesser sa collusion avec les graves violations de la législation internationale par Israël. En plus d'interdire les marchandises produites par les sociétés israéliennes qui travaillent dans les territoires occupés, elle doit suspendre l'Accord d'Association UE-Israël, en se fondant sur les manquements persistants d'Israël à la deuxième clause de l'accord qui concerne le respect des droits de l'Homme."

Communiqué du BNC sur "l'étiquetage" des produits israéliens

Plus de 300 syndicats, ONGs et autres organisations de la société civile de toute l'Europe ont demandé à l'UE de mettre fin à son soutien aux crimes d'Israël, y compris en suspendant l'Accord d'Association UE-Israël. Cet appel a été soutenu par plus de 60 députés européens.

A la suite de la pression publique et du lobbying d'organisations palestiniennes et européennes, l'UE a introduit une ligne de conduite déclarant qu'elle ne doit pas fournir de financements ou permettre la participation d'Israël dans des projets européens si cette participation équivaut à la reconnaissance de la souveraineté israélienne sur les territoires occupés palestiniens et syriens.

Cependant, l'UE continue à financer des sociétés militaires israéliennes telles que Elbit Systems et les Industries Aérospatiales Israéliennes, et aussi l'Université Hébraïque qui est partiellement installée à Jérusalem Est occupée.

Le mouvement BDS mondial, qui a vu apparaître récemment une pression sans précédent, cherche à isoler le régime israélien d'occupation, de colonialisme de peuplement et d'apartheid culturellement, économiquement et dans les domaines universitaires et militaires jusqu'à ce que le peuple palestinien puisse exercer son droit inaliénable à l'auto-détermination. Cela veut dire au minimum la fin de l'occupation de 1967 et du système israélien d'apartheid, et le retour des réfugiés palestiniens dans leurs maisons et sur leurs terres d'où ils ont été chassés pendant la Nakba de 1948 et depuis.

BNC

Traduction : J. Ch. pour BDS France

Source : BDS Movement :

<http://www.bdsmovement.net/2015/eu-labelling-of-israeli-colonies-products-is-hardly-enough-to-bring-about-european-compliance-with-international-law-13277>